

LETTRE OUVERTE

Un peu plus de deux mois viennent de s'écouler depuis la tenue en Nouvelle-Calédonie de la troisième et ultime consultation référendaire sur l'avenir du pays. Laps de temps au cours duquel face aux résultats et à l'attitude du gouvernement français, les leaders politiques indépendantistes kanak ont souhaité garder le silence pour mieux signifier leur colère et leur détermination.

Aujourd'hui, il me semble opportun de rompre le silence et de rappeler quelques vérités afin de ne pas laisser s'installer de malentendus sur le sens même de ce silence, de cette colère et de cette détermination. Il va de soi que je le fais en mon nom propre, en tant que militant indépendantiste de longue date, ayant autrefois assumé diverses fonctions qui me confèrent aujourd'hui encore une responsabilité morale et politique face à la situation que traverse actuellement notre pays.

Pour commencer, un mot de la consultation référendaire et des leçons que le Gouvernement Français semble vouloir en tirer. Rien de vraiment surprenant ici. On peut même dire qu'il fallait s'y attendre compte-tenu de la belle énergie déployée depuis plus de deux ans par le ministre des Outre-mer pour détricoter l'Accord de Nouméa : le 12 Décembre au soir, le Président de la République Française a jeté les bases d'une nouvelle prise de possession de la Nouvelle-Calédonie. La troisième après celle de Balade en 1853 et la gaullienne des années 1961-1963.

Pour justifier ce nouveau coup de force - car c'en est un - le Président de la République Française s'est appuyé officiellement sur les résultats des trois consultations référendaires prévues pour la sortie de l'Accord de Nouméa dont il a donné une lecture purement arithmétique : par trois fois, le « NON » l'a emporté sur le « OUI » de l'accession du pays à la pleine souveraineté. La Nouvelle-Calédonie reste donc française. Mais c'est là, il faut le dire - et malheureusement il nous faudra sans doute le répéter -, une lecture très réductrice du résultat des trois consultations et la conclusion que le Président de la République Française en tire, apparaît à bien des égards partisane et prématurée.

Ce n'est en effet pas seulement la victoire sans gloire du « NON » qu'est venue confirmer la troisième et ultime consultation du 12 Décembre 2021, mais bien le refus constant, résolu et opiniâtre du Peuple Kanak, dans son écrasante majorité, à rester dans une France qui ne cesse de nier son droit inaliénable aujourd'hui internationalement reconnu. Et ce, alors même qu'en 1983, lors de la table ronde de Nainville-les-Roches, elle avait proclamé le « *Droit inné et actif du peuple kanak à l'indépendance* ».

Ce n'est pas non plus - n'en déplaise aux prétendus experts des plateaux de télévision réunis le soir et les jours qui suivirent la consultation - un durable clivage de la société calédonienne entre une petite majorité pour le maintien du pays dans le giron de la France et une grosse minorité pour son indépendance qu'a montré cette troisième et ultime consultation, mais la persistance d'un ordre colonial qui, malgré trente années d'accords politiques de décolonisation, continue de diviser les hommes, de préserver les privilèges d'une bourgeoisie d'origine française et d'humilier tout un peuple présent dans l'archipel depuis au moins 3000 ans. C'est l'évidente absence d'une véritable société en Nouvelle Calédonie durablement unie et pacifiée. C'est l'échec annoncé du pari sur l'intelligence.

Au lendemain de la troisième consultation référendaire, en vérité c'est toujours la même confrontation entre le peuple premier et colonisé de ce pays et nombre de ceux qui, venus bon gré mal gré dans le sillage de la colonisation, ont coûte-que-coûte décidé de préserver les exorbitantes prérogatives que la République française leur concède pour maintenir sa domination et ce au mépris de ses propres principes.

Qu'elle était pathétique, le soir de la consultation, l'image donnée sur le plateau de la télévision publique NC 1ère, par le rassemblement uniforme et monochrome des représentants des partisans du « NON ». Elle avait comme un relent d'apartheid qui ne disait pas son nom. Ces partisans « loyaux » à la France qui ont tout juste reconnu que la non-participation prônée par les indépendantistes avait été bien suivie, mais préféraient taire le fait massif que l'abstention et le vote pour le « OUI » totalisaient près de 60 % du corps électoral. Un rien lorsqu'on prétend construire une communauté de destin !

Pour recoloniser la Nouvelle-Calédonie puisque tel semble bien être son projet, le Président de la République Française ne doit pas compter sur la coopération du Peuple kanak. Celui-ci ne se laissera pas une fois encore dépouiller de son droit le plus absolu, le plus légitime à construire en toute liberté son avenir et celui de son Pays.

En guise de réponse et pour s'imposer, l'Etat français entendra-t-il utiliser les mêmes recettes impériales que par le passé ? Se résoudra-t-il par exemple à recourir à la force armée et à la répression policière pour tenter d'éteindre notre voix ? Ou sera-t-il prêt une fois encore à jouer, comme y invite la Présidente de la Province Sud, de tous les ressorts de l'immigration pour noyer démographiquement et électoralement le peuple kanak et réussir là où Messmer et le Général de Gaulle ont partiellement échoué ?

Pour nous faire taire, quels nouveaux moyens de corruption emploiera-t-il ? Quels coups bas ? Quelles milices et officines ? Il est encore difficile d'y répondre. Ce qui est certain en revanche, c'est qu'il aura à rogner sans le dire les acquis institutionnels de l'Accord de Nouméa qui confèrent au peuple kanak et à ses représentants politiques et coutumiers une réelle capacité d'action et donc d'opposition.

L'Etat devra aussi faire preuve d'ingéniosité pour convaincre un peuple français en crise perpétuelle, qu'il est nécessaire pour défendre la République d'en trahir en Nouvelle-Calédonie tous les principes de liberté, d'égalité et de fraternité, à commencer par le droit à l'autodétermination des peuples.

Enfin, il lui en faudra plus encore pour convaincre ses partenaires européens, américains, australiens, Indiens... que c'est là le meilleur moyen de s'intégrer dans un Axe de défense Indo-Pacifique contre la Chine. Une Chine que l'on taxe d'autant plus aisément d'intentions impérialistes qu'elle a très vite appris et intégré les leçons de la France et des Etats Unis en la matière.

Pour recoloniser la Nouvelle-Calédonie, le Président de la République Française entend-il sérieusement rejouer à la face d'un monde de plus en plus globalisé et interconnecté la grande épopée civilisatrice de la France des XIXe et XXe siècles ?

La Table Ronde de Nainville-les-Roches, les Accords politiques de Matignon-Oudinot et de Nouméa ont difficilement consacré l'existence de deux légitimités en Nouvelle-Calédonie : pas le droit à l'une de nier ou d'invalider l'autre. La légitimité d'une partie des ressortissants de la colonisation française à demeurer durablement en Nouvelle-Calédonie a été reconnue et acceptée par le Peuple kanak au nom de la complexité de l'Histoire. Mais cette légitimité ne donne aucun droit à ceux auxquels elle a été accordée d'entraver de quelque manière que ce soit le droit inné et actif du Peuple kanak à l'indépendance.

En aucune manière, et ceux qui l'affirment devraient y réfléchir à deux fois car en le faisant, c'est leur propre légitimité qu'ils remettent en cause. A moins qu'en se prononçant par trois fois pour le maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la France ils ne s'accordent finalement avec les analyses du Pr Chauchat - qu'ils détestent tant - pour reconnaître qu'ils n'ont désormais d'autre légitimité dans ce pays que celle que leur octroie la colonisation française ?

Il n'y a pas de destin commun en Nouvelle-Calédonie sans la reconnaissance et la pleine mise en œuvre de ces deux légitimités. Faire comme si ce n'était pas le cas, laisser croire que l'une peut l'emporter sur l'autre, c'est prendre le risque de la rupture et de l'affrontement alors même que tout le monde affirme dans ce pays vouloir vivre ensemble. Il faut bien en être conscient : la reconnaissance des deux légitimités est la seule base possible d'une construction sociale viable dans notre Pays.

Les élus « loyaux » à la France le sentent bien. Après les déclarations de victoire en demi-teinte du dimanche soir 12 Décembre 2021 sur les plateaux de la télévision publique NC la 1^{ère}, un pesant et embarrassant silence s'est dès le lendemain abattu sur le Pays.

Et les Calédoniens eux-mêmes, ces partisans du « NON » pensent-ils franchement pouvoir construire une communauté de destin, non pas sans les Kanaks, mais contre eux ? Car c'est bien de cela qu'il s'agit depuis le dimanche 12 décembre 2021 malgré leurs dénégations et leurs appels soudains et si doucereux à débattre de l'avenir. Il suffit de se pencher sur les embryons de programme affichés localement dans la perspective des prochaines législatives pour s'en convaincre.

Combien de temps leur faudra-t-il pour qu'ils comprennent enfin que ceux qui les ont poussés à voter « NON » lors de trois consultations de sortie de l'Accord de Nouméa sont ceux-là même qui ont appelé à rejeter les Accords politiques de Matignon-Oudinot et de Nouméa et donc à voter deux fois de fait contre la communauté de destin que ces mêmes Accords instauraient ?

De combien de temps, ces communautés vont-elles encore avoir besoin pour réaliser que le vote pour le « NON » les ramènent à l'antagonisme qui déclencha en 1984 le soulèvement du peuple kanak ? La Nouvelle-Calédonie qu'elles veulent pour demain sera-t-elle une terre à nouveau livrée aux appétits coloniaux de la France et de ses « loyaux » serviteurs ? Où sera-t-elle la « *Terre de Parole et de Partage* » vantée par la devise récente si peu suivie de notre Pays ?

Combien de temps refuseront-elles de voir que si la Nouvelle-Calédonie est aujourd'hui économiquement et financièrement dans le rouge, ce n'est pas dû, comme on feint de le croire, à la revendication indépendantiste kanak, à une dualité invalidante de la vie politique

calédonienne, voire aux tares congénitales de l'insularité, mais à trente années d'une gestion prodigue des partisans « loyaux » de la France ?

Ces « loyalistes » ne cessent de répéter que notre Pays ne peut rien sans l'aide financière de la France, mais cela ne les a pas empêchés alors qu'ils étaient aux manettes depuis 30 ans de conduire ce Pays au bord du dépôt de bilan. Est-ce cela être, demeurer français ? S'autoriser les gabegies et la dilapidation des deniers publics, entretenir le clientélisme et le gaspillage, cultiver l'irresponsabilité économique et politique ? Faire payer, non à la France, mais bien aux Français de France - qui payent des impôts et dont la vie est aujourd'hui loin d'être rose - le prix exorbitant de notre incurie, de nos sinécures coloniales et de nos caprices de divas tropicales ? Cette façon de penser et d'agir est proprement honteuse.

Pour le peuple Kanak, les choses sont claires. Les référendums qui ont en leur temps entériné les Accords politiques de Matignon-Oudinot et de Nouméa étaient déjà des référendums de projet et ceux-ci avaient pour double finalité explicite la décolonisation de ce pays en même temps que la construction d'une communauté de destin.

Au final, les trois consultations prévues par l'Accord de Nouméa et qui devaient servir à construire la décolonisation se sont transformées en consultations de maintien de la colonisation. Alors, disons-le nettement, il n'y aura plus pour le peuple kanak d'autre projet qu'une décolonisation cette fois définitive du pays.

Il est vrai que ces dernières années les erreurs politiques de certains partis indépendantistes ont été nombreuses : pitoyable signature du compromis sur l'Usine du Sud, gestion catastrophique du document sur les conséquences du OUI et du NON, déplacement de juin dernier sur Paris...), et plus récemment l'autorisation supplémentaire d'exportation de minerai de nickel par la SLN accordée par le Gouvernement à majorité indépendantiste, alors même que le FLNKS prône la valorisation locale des produits miniers et l'exportation de minerai à basse teneur vers nos usines offshores qui nous garantissent un retour financier, contrairement aux exportations de la SLN.

Avons-nous pris la pleine mesure des défis et des responsabilités qui sont les nôtres ?

D'un côté nous allons avoir à résister à l'Etat et à ses alliés. Il va nous falloir réapprendre à refuser les dialogues qui n'ensont pas, les compromissions et les concessions qui nous déshonorent. Nous ne devons pas collaborer si peu que ce soit au projet de recolonisation du pays. D'un autre côté Il va aussi et surtout falloir ouvrir de nouvelles fenêtres pour l'avenir, donner des raisons de croire que le pays sera libéré du joug colonial.

Agissons, battons-nous, libérons-nous de l'archaïsme colonial, des bêtises et des peurs qu'il alimente. Nous le devons à nos morts, mais plus encore à nos enfants et petits-enfants, à cette jeunesse disciplinée qui s'est pliée sans rechigner à la consigne de non-participation lors de la dernière consultation référendaire et qui nous demande aujourd'hui une véritable reconnaissance.

Nous devons aussi être force de propositions et de construction. Décoloniser n'est pas seulement nous libérer de notre pesant héritage colonial, c'est aussi et surtout bâtir un avenir pour notre pays, refonder les relations entre tous ceux qui y vivent, changer nos liens avec la France pour en faire un partenaire, tisser, comme nous incitait Jean-Marie TJIBAOU, les

interdépendances avec le monde qui nous entoure pour devenir enfin ce que nous sommes, un pays du Pacifique, libre, debout, fier de son identité océanienne et de son multiculturalisme, engagé dans son émancipation et sa pleine réalisation.

Nous avons un pays à construire, une économie à développer. Il nous faut relancer la réflexion amorcée par le Schéma d'Aménagement et de Développement NC 2025 et interrompue par la volonté conjointe de l'Etat et de tous les partis politiques, loyalistes comme indépendantistes. Il nous faut une analyse lucide de la situation socio-économique de notre Pays, un véritable projet de transformation et de développement soucieux de performance (importer moins et produire plus, miser sur nos propres capacités de développement) comme de justice sociale, une réflexion sur les modalités et les moyens financiers, industriels et réglementaires à trouver et à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs que nous nous fixerons.

Il nous faut une véritable réforme fiscale à même de limiter l'évasion des capitaux, de réduire les niches fiscales et par contre coup de réellement contribuer au développement économique et social de notre Pays. Il nous faut une vision claire de notre intégration dans l'espace océanien qui est le nôtre, de ce qu'elle est de fait et de ce qu'elle pourrait être si nous nous en donnions les moyens. Nous devons inventer une économie des interdépendances régionales qui fasse réellement de nous les acteurs de notre destin. L'actualité nous montre que nombreux sont aujourd'hui des acteurs économiques prêts à s'engager dans cette voie.

Nous avons à repenser l'éducation et la formation dans notre pays, la santé, la culture, l'urbanisation..., nous devons en revoir les fonctionnements et les coûts. Les chantiers ne manquent pas !

Il va nous falloir très vite nous y atteler avec discernement et humilité, apprendre à tirer les leçons de nos erreurs et de nos errances passées, à analyser nos manques comme nos atouts, inventer à l'échelle géographique, démographique et socio-économique qui est la nôtre. Nous sommes un petit pays, mais qui n'est pas sans ressources ni moyens. Et c'est pourquoi il va nous falloir aussi nous atteler à tous ces chantiers avec ambition, sans complexes et sans fausse honte.

Nous sommes un Pays jeune et, si on excepte l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Nouvelle-Guinée dont la taille est sans comparaison avec la nôtre, nous sommes à n'en pas douter le pays qui, dans tout le Pacifique Sud insulaire, possède le plus de ressources et de potentialités pour un développement social, économique et culturel, original et diversifié.

Nous avons à devenir enfin ce que nous sommes :

Des Kanaks fiers de notre héritage culturel et de tous les combats menés par nos grands-pères et nos pères pour résister à l'épreuve des forces coloniales et retrouver leur dignité.

Des Calédoniens fiers de leurs racines françaises, mais aussi du travail accompli depuis près de deux siècles pour s'implanter dans le pays et y construire un avenir différent, enfin désireux d'être pleinement maîtres de leur destin et non des citoyens marginaux d'une métropole éloignée de plus de 18 000 km.

Des Océaniens qui savent qu'après avoir été des migrants économiques ils sont peu à peu devenus des hommes de cette terre.

Des citoyens, venus plus récemment, mais qui assument enfin pleinement leur choix de vivre dans ce pays et d'y bâtir un avenir avec ses autres communautés.

Décoloniser, c'est construire et on ne peut construire qu'en soldant définitivement le contentieux colonial. C'est vrai pour tous les habitants et citoyens de ce pays. C'est vrai aussi pour la France qui, si elle veut rester une puissance qui compte dans le Pacifique a tout à gagner à traiter le peuple Kanak et les communautés calédoniennes comme des partenaires et non comme des sujets.

Wagap - Poindimié le 23 Février 2022



Bernard LEPEU

Ancien Président du Mouvement UNION CALEDONIENNE